

La grande Asie centrale : Une pax americana de l'Atlantique à l'Oural ?

Rémi AUFRERE, Rédacteur-en-Chef de Défense et Citoyens
Emmanuel DUPUY, Consultant, Président de l'Association d'Etudes en Relations Internationales et Défense (ERID),
Jérôme BALOGE, Universitaire, Président de Jeune Francophonie
Henri PARIS, Général (c.r.), Président de *Démocraties*,
Pierre PASCALLON, ancien député, Président du Club « Participation et Progrès »,
Jean-Pierre PETIT, Colonel (e.r.), Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE).

Le Général de Gaulle le redoutait, Georges Walker Bush le fait...

Il n'aura échappé à personne qu'une nouvelle confrontation « Est-Ouest » est en cours, sur le pourtour de la mer Noire, dans le Sud - Caucase et en Asie centrale. L'opposition met en jeu d'une part la politique de voisinage russe héritée de la tutelle soviétique sur les ex-Républiques soviétiques et d'autre part l'offre sécuritaire de l'OTAN d'un « Partenariat pour la Paix ». La Russie, dans cette nouvelle confrontation « bloc à bloc » pourrait ainsi être tentée d'aller regarder du côté de la Chine, qui n'a pas, elle non plus, intérêt à ce que l'Asie centrale « s'atlantise ».

Les « révolutions pacifiques » qui ont porté au pouvoir le géorgien Mikhaïl Saakachvili en 2004, puis "installé" l'Ukrainien Victor Iouchenko (de façon mouvementée) ou le *leader* communiste Vladimir Voronine en Moldavie début mars (de manière plus feutrée) sont autant de conversions de « créatures » de l'ère soviétique au paradigme de la bonne gouvernance occidentale.

Sans éluder les conditions particulières liées au conflit tchéchène, ce *Limes européen* - qui le sera réellement quand les adhésions de la Bulgarie, de la Roumanie et de la Turquie seront effectives - se trouve confronté à une révolution stratégique de grande ampleur opérée par l'OTAN. Ainsi, à côté de la relance de projets d'intégration régionaux à l'instar du GUUAM ¹ sous l'égide du Président ouzbek Karimov, le projet que les Américains ont savamment proposé doit permettre à ces pays de quitter la Communauté des Etats Indépendants (CEI). C'est cette CEI qui, en 1991, avait permis à la Russie de garder son « Etranger proche » dans sa sphère d'influence.

Quelques exemples concrets suffisent à étayer cette analyse : L'accord du nouveau gouvernement roumain pour ouvrir des facilités militaires aux Américains vers l'Irak aujourd'hui et peut-être vers l'Iran demain ; La formation par les Américains de Géorgiens à la lutte anti-terroriste en Ossétie du Sud au grand dam des Russes qui conservent des intérêts politiques et militaires bien particuliers dans la région ² ; La Mise à disposition des bases aériennes du Kazakhstan d'où sont partis nombre de bombardiers américains en partance pour l'Afghanistan et l'Irak.

Sans oublier bien évidemment l'enjeu stratégique des oléoducs et des gazoducs continentaux permettant aux « Majors » anglo-saxonnes et à quelques entreprises italiennes de relier les champs prometteurs de la mer Caspienne à la Méditerranée...

Qu'on se le dise : le « Grand Jeu » engagé par les puissances occidentales à la fin du XIX^{ème} siècle recommence. Seulement cette fois-ci l'Europe n'est plus qu'un pion dans un jeu d'échec et semble bien désarmée face à la « tour » américaine !

¹ Marché commun liant la Géorgie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan et la Moldavie.

² Troupes en Abkhazie, en Géorgie et en Transnistrie ; Flotte de la mer Noire encore basée à Sébastopol en Crimée.

C'est dans cette mise en perspective géopolitique qu'il faut replacer la candidature turque à l'Union Européenne qui deviendrait ainsi la porte d'entrée vers de nouveaux marchés. La « Sublime Porte » placerait l'Europe, qu'elle en soit consciente ou qu'elle refuse obstinément de le voir, devant un dilemme idéologique : projet politique partagé et assumé ou aire géographique portée par une logique marchande largement conditionnée par le travail en amont des fondations, celle de Georges Soros en tête, « *Think tanks* » de toutes natures, sociétés de service, programmes de formations universitaires américaines qui, de Bichkek à Bucarest, émaillent le nouvel environnement politique et intellectuel de cette zone si stratégique à l'avenir européen.

En effet, comment concevoir avec clarté un projet européen si ses frontières apparaissent floues au point de se confondre avec celles de l'OTAN et d'un vague projet alternatif à mi-chemin entre offre sécuritaire et ouverture de marché à la concurrence ?

Il existe pourtant un autre lien qui devrait s'imposer à nous : la Francophonie, notion politique s'il en est. La Moldavie, la Roumanie, la Bulgarie en sont membres à part entière, tandis que la Géorgie et l'Arménie y ont rang d'observateurs. La langue française demeure, par l'université de Galatassaray à Istanbul, celle d'une partie des élites turques et le souvenir tangible des missions archéologiques asiatiques peut-être un vecteur suffisamment puissant pour relancer notre influence dans la région, à condition que l'on en perçoive le réel enjeu...Nul doute que la Chaîne d'information internationale y contribuera.

Après le projet du Grand Moyen-Orient qui visait à asseoir des régimes plus dociles à l'égard de l'agenda en matière de politique étrangère américaine, n'assisterions-nous pas à la mise en place d'une nouvelle forme de « *containment* » face à un voisin russe trop pesant pour nombre d'ex-Républiques sœurs ?

L'objectif est clairement établi. Les Américains l'ont bien compris et tirent parti des peurs et des menaces réelles qui pèsent sur la région : Tentatives de déstabilisation islamiste, à l'instar de la tentative avortée d'installation d'un Califat au Kirghizistan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan ; Délitement de l'Etat de droit aux profits d'intérêts mafieux dans une zone où est encore disséminée une partie du legs nucléaire soviétique, irriguant ainsi un circuit officieux qui déstabilise bien au-delà de cette seule région.

La France peut-elle rester inactive alors que sa présence plus que symbolique en Afghanistan et sa prise de position cohérente quant à la guerre en Irak lui offrent des atouts importants dans les Etats voisins de la zone ?

Voilà tout l'enjeu de l'Europe qui doit exercer un magistère moral, à défaut d'être économique pour l'instant. La mission parlementaire visant à rapprocher la présence française en Asie centrale est une avancée qui en appelle d'autres. « *L'ambition est une force* » disait Clausewitz. Gageons que la France en prenne conscience avant de perdre la main dans le rabattement des cartes au niveau mondial...

Avril 2005